

Sur la voie des engagements du Sommet

Éducation et sous-alimentation: nourrir les corps et les esprits pour interrompre le cercle vicieux

Voilà fort longtemps que l'éducation est célébrée comme l'une des armes les plus puissantes pour lutter contre la faim et la pauvreté et ce, à juste titre. Le manque d'éducation sape la productivité, l'accès à l'emploi et la capacité de gagner sa vie, et mène tout droit à la pauvreté et à la faim. Dans le monde, chaque année de scolarisation relève le niveau de rémunération d'environ 10 pour cent. Les investissements dans l'éducation ont été plus rentables que les investissements dans le capital physique.

Dans les zones rurales où vit la grande majorité des victimes de la faim dans le monde, des recherches ont montré que la productivité d'un agriculteur ayant suivi quatre années d'enseignement primaire est supérieure de presque 9 pour cent en moyenne à celle d'un agriculteur n'ayant aucune éducation. Associé à la disponibilité d'intrants tels qu'engrais, nouvelles semences ou machines agricoles, le gain de productivité passe à 13 pour cent.

Ce n'est pas seulement en augmentant la productivité et les revenus que l'éducation agit sur la faim et la malnutrition. L'éducation des femmes en particulier est fortement corrélée à l'amélioration de la nutrition des enfants et à la santé des familles (voir page 16).

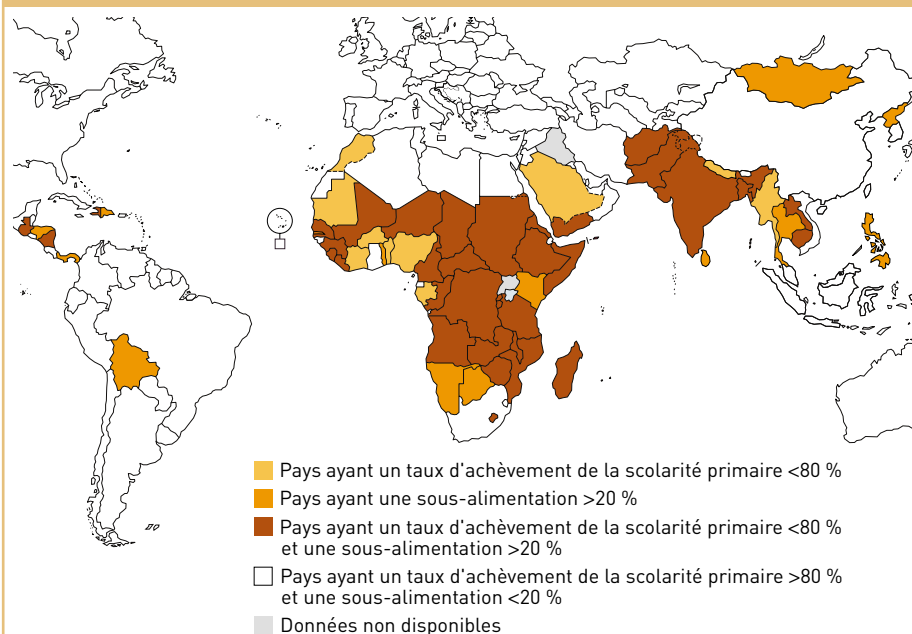
Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) appellent à la scolarisation primaire de tous les enfants de la planète d'ici 2015. Or, les progrès en matière d'éducation primaire pour tous ont été lents et inégaux. Plus de 121 millions d'enfants d'âge scolaire ne sont toujours pas scolarisés. Deux tiers d'entre eux sont des filles et la plupart vivent dans les zones rurales des régions où la faim et la pauvreté sont les plus répandues.

Sur l'ensemble des enfants qui fréquentent l'école, un tiers a quitté l'école avant d'acquérir les compétences les plus élémentaires en lecture et en cal-

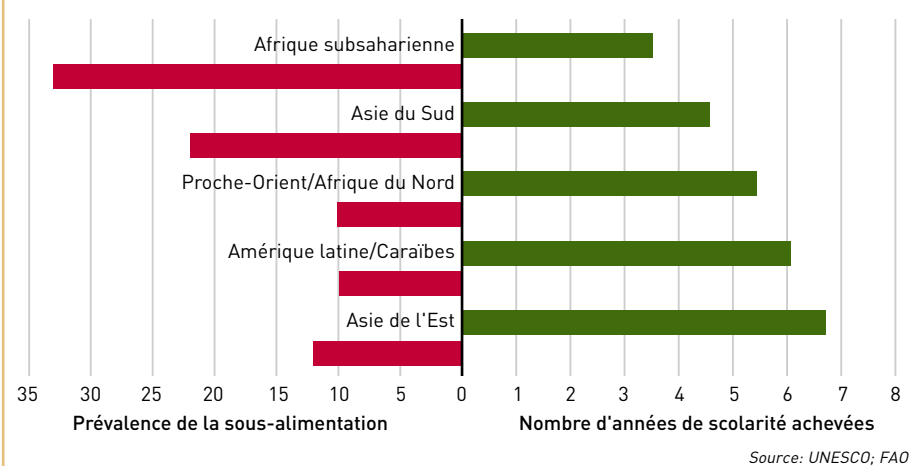
cul. En moyenne, les adultes n'ont achevé que trois ans et demi d'école en Afrique subsaharienne et quatre ans et demi en Asie du Sud. C'est également dans ces deux sous-régions que la faim fait le plus de victimes et où les progrès pour la combattre ont été les plus lents (voir la carte et le graphique). Pour atteindre la

cible fixée par les OMD, il faudrait quadrupler le taux d'inscription scolaire des enfants actuellement laissés pour compte. Si ce taux demeure au niveau actuel en Afrique subsaharienne, moins de la moitié des pays de la région atteindront l'objectif visé (voir les graphiques ci-contre).

Achèvement de la scolarité primaire et sous-alimentation dans les pays en développement



Performance scolaire et sous-alimentation, par région, 2000



La faim en tant qu'obstacle à l'éducation

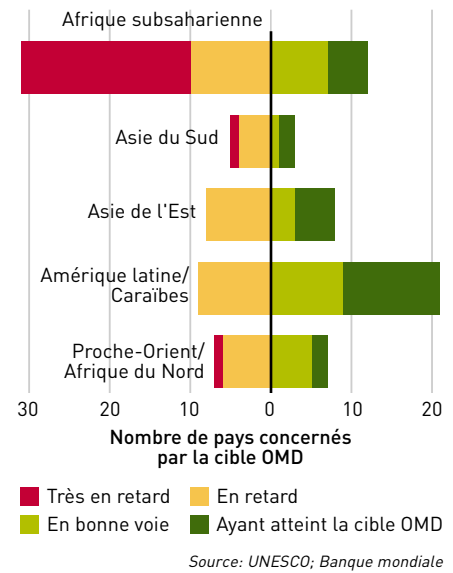
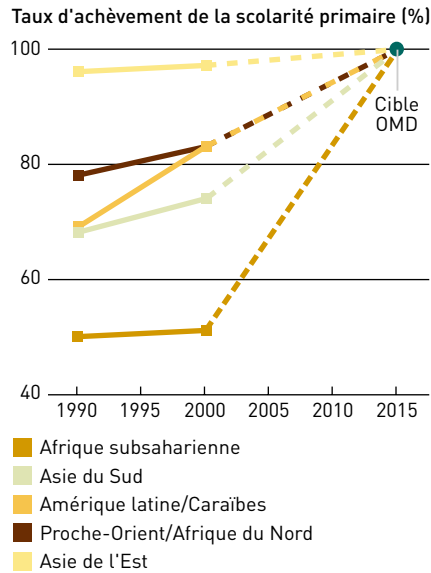
L'une des raisons expliquant la lenteur des progrès relatifs à l'éducation primaire pour tous est la persistance de la faim et de la malnutrition. Tout comme le manque d'éducation condamne à la pauvreté et à la faim, la faim et la malnutrition privent des millions d'enfants de la possibilité de recevoir une éducation.

Les familles pauvres et en situation d'insécurité alimentaire sont souvent incapables d'acquiescer les droits de scolarité et ont besoin des enfants, notamment des filles, pour des tâches telles que les corvées d'eau et la collecte de bois de feu. En outre, les problèmes de santé et les retards de croissance dus à la malnutrition retardent l'inscription à l'école ou y font obstacle. Dans certains pays d'Afrique et d'Asie du Sud, plus de la moitié des enfants issus des 40 pour cent de foyers les plus démunis ne sont même jamais inscrits à l'école.

Les taux d'assiduité et de réussite scolaires tombent à leurs plus bas niveaux chez les enfants des zones rurales, en particulier les filles. Dans près de la moitié des 41 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine examinés dans une enquête récente, la fréquentation des écoles primaires rurales était inférieure de 20 points de pourcentage ou davantage à celle des zones urbaines. S'agissant du fossé entre les sexes, le taux d'assiduité et de réussite scolaires des garçons est souvent deux à trois fois supérieur à celui des filles en zones rurales. Dans plusieurs pays d'Afrique, le taux d'achèvement de la scolarité primaire chez les filles des zones rurales est inférieur à 15 pour cent. Dans les zones rurales d'Éthiopie, seulement 1 pour cent des filles et 1,6 pour cent des garçons achèvent le cycle complet des huit ans d'enseignement primaire.

La faim et la malnutrition freinent les performances des enfants, même lorsqu'ils vont régulièrement à l'école. Les faibles poids de naissance, la malnutrition protéino-énergétique, l'anémie et les carences en iode altèrent les capacités cognitives, rendant

Progrès accomplis en vue de l'éducation primaire pour tous, par région, 1990-2000



Source: UNESCO; Banque mondiale

l'apprentissage plus ardu pour les enfants. On a pu montrer qu'un retard de croissance, même mineur ou modéré, réduit notablement les capacités mentales et les résultats scolaires. Les anémies ferriprives, qui frappent plus de la moitié des enfants d'âge scolaire, minent leurs capacités d'apprentissage en réduisant leur mémoire et leur durée d'attention.

L'éducation primaire pour tous et les OMD

Il est primordial de lutter contre la faim et la malnutrition pour améliorer l'assiduité scolaire, les capacités d'apprentissage et les résultats des enfants, notamment dans les zones rurales où est concentrée la grande majorité des enfants non scolarisés et des victimes de la faim.

Parallèlement, la réalisation de l'objectif d'éducation primaire pour tous fixé par les OMD constituerait une contribution majeure aux objectifs de réduction de la faim et de la pauvreté et viendrait intensifier les progrès concernant les autres OMD, comme la démarginalisation des femmes et le combat engagé pour enrayer la propagation du VIH/SIDA. Selon une récente étude de la Campagne mondiale pour l'éduca-

tion, l'éducation primaire pour tous pourrait préserver au moins 7 millions de jeunes d'une infection due au VIH en une seule décennie. En optant pour la gratuité de l'école primaire au milieu des années 90, l'Ouganda est parvenu non seulement à doubler le nombre des inscriptions scolaires, mais aussi à inverser la progression du VIH/SIDA. En offrant à 10 millions de jeunes scolarisés un accès à l'alphabétisation et à une éducation sur le sida, les taux de prévalence du VIH sont tombés de 15 pour cent en 1990 à 4 pour cent en 2004. Selon d'autres études, l'éducation primaire pour tous contribuerait à améliorer la santé maternelle, la parité hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles.

Pour atteindre cet objectif, les pays en développement et la communauté internationale devront toutefois s'engager bien plus massivement. Selon la Banque mondiale, les dépenses d'enseignement primaire dans les pays en développement devront augmenter d'environ 35 milliards de dollars EU par an pour permettre d'éliminer les droits de scolarité, accorder des subventions aux familles les plus nécessiteuses, construire des écoles, recruter davantage d'enseignants et restaurer ou moderniser les structures en place.

Sur la voie des engagements du Sommet

Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes: mesures clés pour la réduction de la pauvreté et de la faim

Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a déclaré que l'éducation et la démarginalisation des femmes constituaient l'arme la plus puissante dans la guerre contre la pauvreté. On pourrait en dire autant de l'importance capitale de l'élimination des inégalités entre les sexes pour la lutte contre la faim et la malnutrition.

Les recherches confirment que les femmes ayant reçu une éducation ont des familles en meilleure santé. Leurs enfants sont mieux nourris, risquent moins de mourir en bas âge et sont davantage susceptibles d'aller à l'école. Selon une récente étude portant sur 63 pays, l'amélioration de l'éducation des femmes est le facteur qui a contribué à lui seul aux baisses les plus importantes de la sous-alimentation entre 1970 et 1995, représentant 43 pour cent des progrès d'ensemble.

Lorsque les femmes peuvent travailler et gagner autant que les hommes, c'est la famille entière qui en bénéficie. Dans les pays en développement, les femmes consacrent en général la quasi-totalité de leurs revenus aux besoins du ménage, tandis que les hommes en destinent au moins 25 pour cent à d'autres fins. Une étude réalisée par la Banque mondiale au Guatemala a constaté qu'il faut

15 fois plus d'argent pour réduire la sous-alimentation des enfants lorsque les revenus sont gagnés par le père plutôt que par la mère.

Toutefois, les usages culturels et les obstacles juridiques empêchent souvent les femmes et les filles d'aller à l'école, d'avoir un emploi et d'avoir accès aux services et aux ressources qui leur permettraient d'améliorer l'existence de leurs familles. Dans nombre de pays et de communautés, les traditions ou la loi empêchent les femmes de détenir des terres. Bien que 70 pour cent au moins de la main-d'œuvre féminine du sous-continent indien prennent part à la production alimentaire, moins de 20 pour cent des agricultrices sont propriétaires de leurs terres en Inde et au Népal.

En l'absence de sécurité de la propriété foncière, les femmes sont souvent incapables d'obtenir des crédits qui leur permettraient de réaliser des améliorations, tels que des systèmes d'irrigation et de drainage, afin d'accroître leur production et de maintenir la fertilité des sols. En Afrique subsaharienne, où l'on compte globalement autant d'agriculteurs que d'agricultrices, ces dernières ne reçoivent que 10 pour cent des prêts accordés aux petits exploitants et moins de 1 pour cent des crédits octroyés au

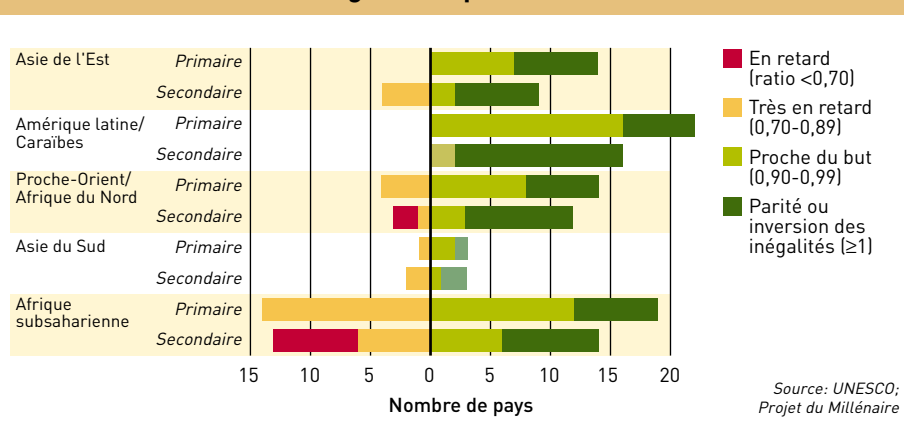
secteur agricole. On ne s'étonnera pas dès lors que leurs ménages sont souvent les plus durement frappés par la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Éducation: combler le fossé entre les sexes

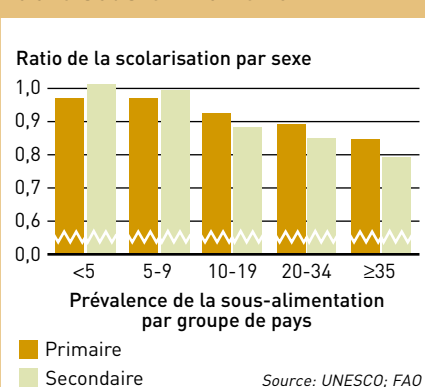
Dans la plupart des pays en développement, l'assiduité scolaire et les taux d'achèvement des filles sont nettement inférieurs à ceux des garçons, tous niveaux confondus, de l'école primaire à l'université. Les OMD appellent à l'élimination de ce fossé entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, et à tous les échelons d'ici 2015. Bien que des progrès notables aient été enregistrés dans le monde, ils n'ont pas permis d'atteindre la cible fixée pour 2005 et sont restés le plus nettement à la traîne dans les régions et les pays où la faim est généralisée et persistante (voir le graphique).

Alors que les taux d'inscription scolaire et d'alphabétisation des filles comme des garçons sont au plus faible en Afrique subsaharienne, les inégalités entre les sexes sont plus importantes en Asie du Sud que dans toutes les autres régions en développement. Les femmes de cette région sont scolarisées pour la moitié à

Prévisions nationales, par région, en matière de réduction des inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005



Ratio de la scolarisation par sexe et de la prévalence de la sous-alimentation



peine des années d'enseignement offertes aux hommes, et les taux d'inscription à l'école secondaire des femmes sont inférieurs de plus de 30 pour cent à ceux des hommes.

Une analyse plus poussée montre que le fossé entre les sexes est au plus fort là où la faim est la plus prévalente (voir le graphique). Dans ces pays, le fossé se creuse d'autant dans le secondaire. Dans les pays où la proportion de la population qui souffre de la faim est la plus faible, c'est l'inverse: en effet le taux d'inscription scolaire des filles est quasiment égal à celui des garçons à l'école primaire et le dépasse à l'école secondaire.

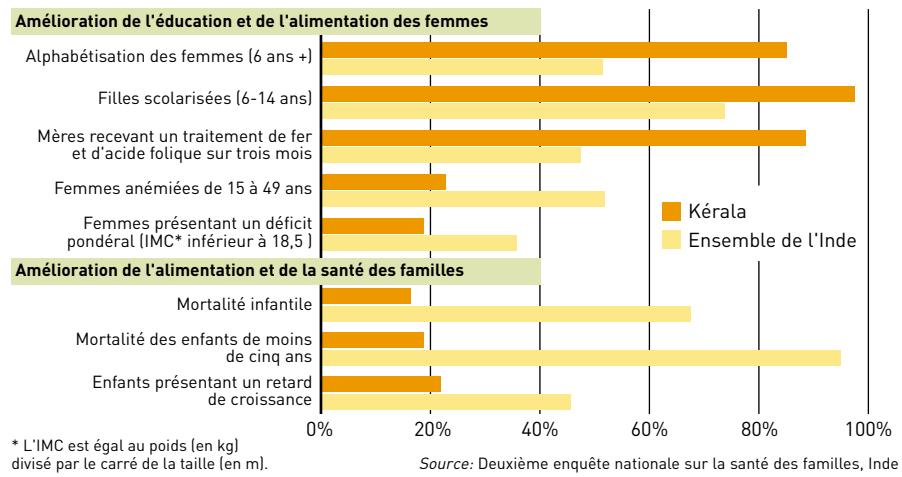
Ce schéma très marqué confirme d'autres recherches selon lesquelles l'élimination du fossé entre les sexes permettrait d'accélérer la croissance économique et de réduire la sous-alimentation et la mortalité infantile. La Banque mondiale a récemment financé une étude dans les 45 pays où la cible fixée par les OMD paraît la plus évasive afin d'analyser les répercussions de la persistance de l'inégalité entre les sexes à l'école primaire et secondaire. Selon cette étude, la réalisation de cet objectif dans ces pays permettrait de sauver la vie de plus de 1 million d'enfants chaque année et de réduire les taux de sous-alimentation de plusieurs points de pourcentage.

Briser le cycle de la faim

La mauvaise nutrition et la piètre santé des mères peuvent être considérées comme le nœud du cercle vicieux qui pérennise la faim d'une génération à l'autre, les mères souffrant de malnutrition donnant naissance à des enfants de poids insuffisant qui présentent un risque accru de retards de croissance durant l'enfance, d'une moindre capacité de travail et de rémunération une fois adultes, donneront à leur tour naissance à des enfants de poids insuffisant (voir la page 21).

Il se pourrait que le principal moteur de ce cycle soit l'inégalité entre les femmes et les hommes. C'est d'ailleurs la conclusion de l'analyse que font les experts de «l'énigme asiatique», à savoir

Impact de l'amélioration de l'éducation et de l'alimentation des femmes au Kerala (Inde)



qu'il y a bien plus d'enfants souffrant de malnutrition en Asie du Sud que dans les plus pauvres des pays d'Afrique subsaharienne.

Un rapport au Fonds des Nations Unies pour l'enfance a identifié trois grandes raisons à l'origine de la malnutrition catastrophique des enfants d'Asie du Sud. Deux d'entre elles - l'incidence nettement plus importante de nouveau-nés de poids insuffisant et de déficits de croissance durant l'allaitement et le passage à une alimentation solide - ont été directement rattachées au fait que l'extrême inégalité entre les sexes coupe les femmes d'Asie du Sud des possibilités d'éducation, d'emploi et de participation à la prise de décisions.

De ce fait, des millions de mères en Asie du Sud «n'ont ni les connaissances, ni les moyens, ni la liberté d'agir dans leur intérêt et dans celui de leurs enfants». Elles sont en outre bien plus susceptibles de souffrir elles-mêmes d'une malnutrition grave. Dans certaines régions d'Asie du Sud, les hommes et les garçons consomment deux fois plus de calories, bien que les femmes et les filles assument une large part des gros travaux.

Cette étude conclut que la «clé ultime» qui permettra de briser le cycle de la faim réside dans «l'éducation des filles».

D'autres éléments d'information concernant l'Asie du Sud appuient cette conclusion. Dans l'ensemble de l'Inde par

exemple, les efforts engagés pour combler le fossé de l'éducation entre les sexes n'ont guère abouti, et à peine la moitié des femmes savent lire. Depuis plus de 50 ans pourtant, les gouvernements successifs de l'État du Kerala ont montré un réel engagement en faveur de l'éducation des femmes. Près de 90 pour cent de la population féminine de cet État est alphabétisée, et la quasi-totalité des filles de moins de 14 ans vont à l'école.

L'impact sur la santé et le bien-être des familles est saisissant. Le Kerala ne compte pas parmi les États les plus riches de l'Inde du point de vue du PIB par habitant, mais il précède tous les autres États pour ce qui est de la santé et de la nutrition des mères et des enfants. Les taux d'anémie et de déficit pondéral chez les femmes et les retards de croissance chez les enfants représentent moins de la moitié de la moyenne nationale, tandis que la mortalité infantile et juvénile ne représente qu'un quart de la moyenne nationale (voir le graphique).

L'exemple du Kerala permet de penser que la promotion de l'égalité entre les sexes et la démarginalisation des femmes pourraient contribuer plus que n'importe quel autre OMD à réduire la faim et la malnutrition. Il montre aussi que la satisfaction des besoins nutritionnels et l'éducation des femmes sont des facteurs essentiels permettant de démarginaliser les femmes et de briser le cycle de la faim.

Sur la voie des engagements du Sommet

Réduire la faim, sauver des vies d'enfants

Chaque année, près de 11 millions d'enfants meurent avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire. La quasi-totalité de ces décès intervient dans des pays en développement, trois quarts d'entre eux en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions qui affichent également les taux les plus élevés de faim et de malnutrition. Ce n'est pas une coïncidence.

La faim et la malnutrition sont les causes sous-jacentes de plus de la moitié des décès d'enfants; elles tuent presque 6 millions d'enfants chaque année, un chiffre globalement comparable à la population d'âge préscolaire du Japon. Rares sont ceux qui meurent de famine. La grande majorité est tuée par des troubles néonataux et par quelques maladies infectieuses curables, notamment la diarrhée, la pneumonie, le paludisme et la rougeole. La plupart de ces enfants ne mourraient pas si leur corps et leurs systèmes immunitaires n'étaient pas affaiblis par la faim et la malnutrition.

L'analyse de 10 études réalisées en milieu communautaire sur des enfants de moins de cinq ans montre que la proportion des décès imputables à l'insuffisance pondérale est de 45 pour cent dans le cas de la rougeole, et atteint jusqu'à 60 pour ce qui est de la diarrhée (voir le graphique). Chez les enfants présentant un faible déficit pondéral, les risques de décès sont cinq à huit fois plus importants.

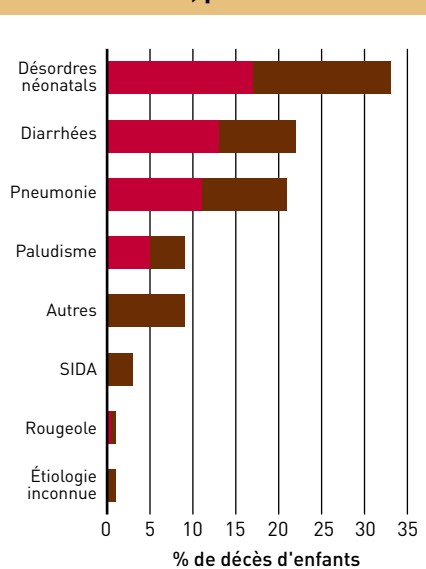
Les carences en vitamines et minéraux essentiels accroissent également le risque de mourir des maladies infantiles. Les carences en vitamine A par exemple augmentent le risque de décès dus à la diarrhée, à la rougeole et au paludisme dans des proportions de 20 à 24 pour cent. Chez les enfants dont l'alimentation n'est pas suffisamment riche en zinc, le risque de mourir d'une diarrhée, d'une pneumonie ou du paludisme s'accroît de 13 à 21 pour cent. Dans bien des régions en développement, plus d'un tiers de l'ensemble des

enfants présente des carences de cet ordre ou relatives à d'autres micronutriments. Les carences en vitamine A et en zinc à elles seules sont responsables de la mort de plus de 1,5 million d'enfants chaque année (voir le graphique).

Insuffisance des progrès en vue de la réalisation des OMD

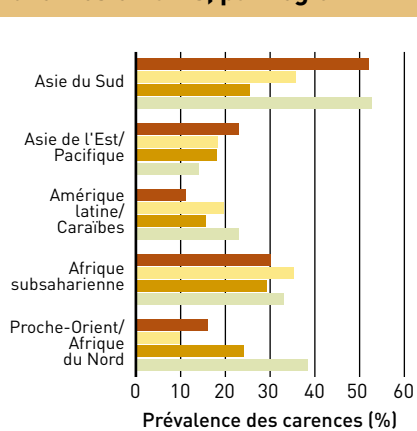
La cible définie par les OMD consiste à réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015. Loin de s'intensifier, les progrès en la matière se sont amenuisés. Entre 1960 et 1990, la mortalité infantile a régressé chaque année de 2,5 pour cent. Depuis 1990, année de référence des OMD, le taux est tombé à 1,1 pour cent seulement. Parmi toutes les régions en développement, seule la région Amérique latine et Caraïbes est en passe de réaliser la cible fixée (voir le graphique ci-contre).

Mortalité des enfants dans le monde, par cause



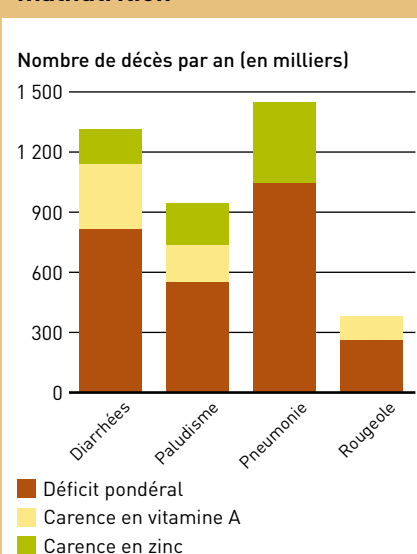
Source: Black, Morris et Bryce

Prévalence du déficit pondéral et des carences en micronutriments chez les enfants, par région



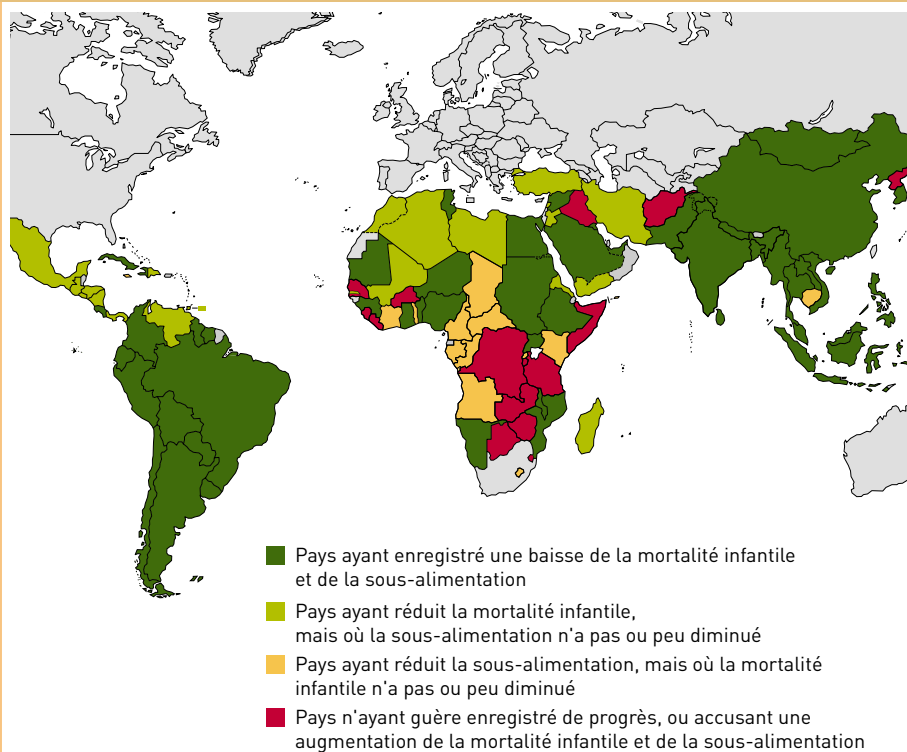
Source: Mason et al.

Mortalité infantile due à des maladies infectieuses attribuées à la faim et à la malnutrition



Source: OMS

Progrès accomplis dans la réduction de la mortalité infantile et de la faim depuis 1990



Source: FAO; UNICEF

Une étude des tendances à l'œuvre dans 59 pays en développement a permis de constater qu'une bonne partie des progrès enregistrés entre 1966 et 1996 dans la réduction de la mortalité infantile peut être attribuée à une amélioration de la nutrition. Une baisse marquée de la proportion d'enfants en déficit pondéral a entraîné une chute concomitante de la mortalité infantile, de l'ordre de 16 pour cent en Amérique latine et de près de 30 pour cent en Asie, ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Quant à l'avenir, l'étude confirme que l'amélioration croissante de la nutrition des enfants est un moyen sûr de réduire la mortalité infantile. Si l'on gagnait cinq autres points de pourcentage sur la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, on pourrait obtenir une diminution de la mortalité infantile d'environ 30 pour cent. L'analyse des tendances récentes confirme que la mortalité infantile a chuté le plus rapidement dans les pays qui ont enregistré les plus importantes percées dans la

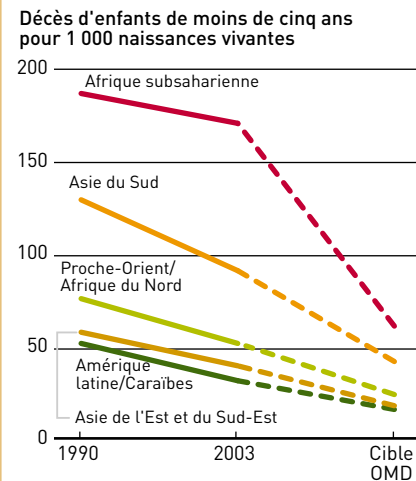
lutte contre la faim (voir la carte et le graphique).

L'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance considèrent que la corrélation fatale entre sous-alimentation et maladies infantiles curables constitue la clé de la lutte contre la mortalité infantile. Leur stratégie conjointe de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) est axée sur l'amélioration des régimes et des habitudes alimentaires des ménages et l'attention portée aux risques de malnutrition et de sous-alimentation lorsque les enfants atteints des maladies communes de l'enfance sont présentés dans les dispensaires.

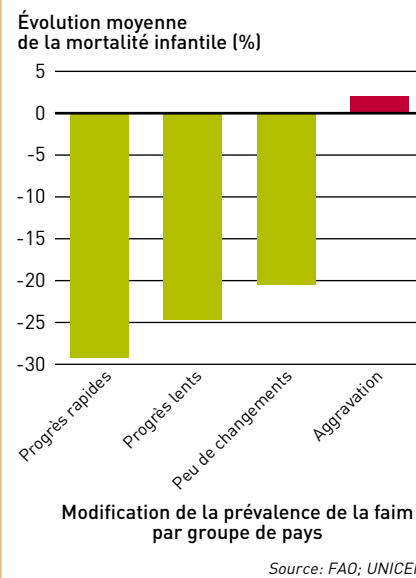
Les résultats obtenus en République-Unie de Tanzanie attestent les améliorations considérables du poids des enfants ainsi que des teneurs en vitamine A et en fer dans les districts où la PCIME a été appliquée.

Bien que la mortalité infantile n'ait pas chuté aussi rapidement que prévu, elle a diminué six fois plus rapidement

Réduction de la mortalité infantile et cible OMD, par région, 1990-2003



Évolution de la mortalité infantile dans les pays regroupés en fonction de la réduction de la faim



dans ces districts que dans les districts de contrôle voisins.

Pour atteindre la cible des OMD, il faudra une accélération comparable des progrès dans le monde entier, ainsi que des efforts redoublés pour lutter contre la faim et la sous-alimentation qui sont les plus importantes causes de mortalité infantile.

Sur la voie des engagements du Sommet

Améliorer la santé maternelle et interrompre le cycle de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition

L'amélioration de la santé maternelle est la clé qui permettra chaque année de sauver la vie de plus d'un demi-million de femmes, tout en interrompant le cercle vicieux qui perpétue la pauvreté, la faim et la malnutrition d'une génération à l'autre.

Chaque année, près de 530 000 femmes meurent du fait des complications de la grossesse et de l'accouchement. Quarante-vingt-dix-neuf pour cent de ces décès surviennent dans des pays en développement où les taux de mortalité maternelle sont systématiquement de 100 à 200 fois supérieurs à ceux des pays industrialisés. La quasi-totalité de ces décès pourrait être évitée si les femmes des pays en développement avaient accès à une alimentation équilibrée, à l'eau potable, à un bon assainissement, à l'alphabétisation et à des services de santé pendant leur grossesse et leur accouchement.

Les OMD ont fixé une cible de réduction du taux de mortalité maternelle de l'ordre de 75 pour cent entre 1990

et 2015. Étant donné l'absence ou l'insuffisance de données fiables dans de nombreux pays, l'estimation des progrès réalisés dans ce domaine s'est révélée difficile. Les meilleures estimations disponibles laissent toutefois à penser que les taux de mortalité maternelle sont restés globalement stables entre 1995 et 2000, à environ 400 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce qui est sûr, c'est qu'ils restent dangereusement élevés dans la plupart des régions en développement (voir le graphique).

L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne comptent pour plus de 85 pour cent de l'ensemble des décès maternels dans le monde. Les taux de mortalité maternelle dans ces régions sont respectivement estimés à 570 et 920 pour 100 000 naissances vivantes, contre 20 pour 100 000 dans les régions développées. À moins que les progrès ne s'intensifient rapidement dans ces régions en développement, il y a peu de chances que la cible des OMD soit atteinte.

Malnutrition et mortalité maternelle

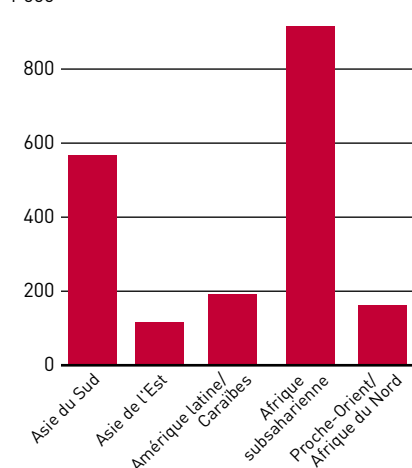
On a constaté que la faim et la malnutrition accroissent à la fois l'incidence et le taux de létalité des troubles à l'origine de 80 pour cent des décès maternels (voir le graphique).

Les femmes qui sont en déficit pondéral avant même d'être enceintes et prennent peu de poids durant la grossesse risquent davantage de subir des complications, voire de décéder. Or, cette description s'applique à plus de la moitié des femmes enceintes en Inde où le tribut annuel de 130 000 décès maternels dépasse de loin celui de tout autre pays.

Les retards de croissance durant l'enfance exposent les femmes à l'arrêt du travail lorsque la tête du bébé est trop grosse par rapport au canal pelviguénital. Chaque année, l'arrêt du travail est responsable de plus de 40 000 décès, particulièrement chez les femmes de petite taille.

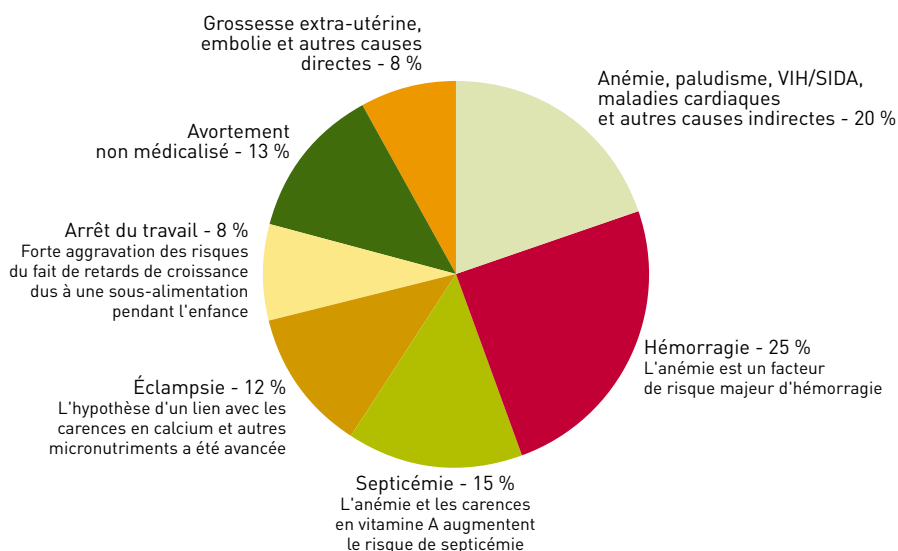
Ratio de la mortalité maternelle, par région, 2000

Décès maternels pour 100 000 naissances vivantes



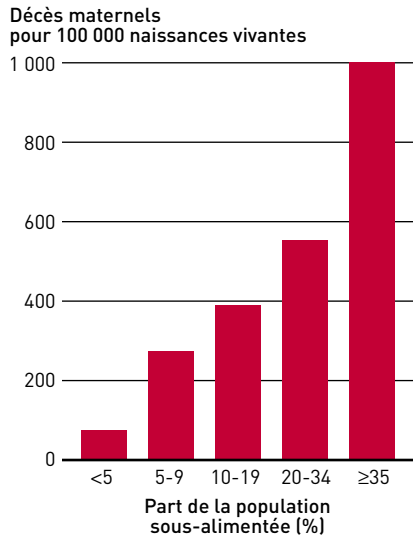
Source: OMS

Causes des décès maternels: estimations mondiales



Source: OMS

Ratio de la mortalité maternelle des pays regroupés en fonction de la prévalence de la faim



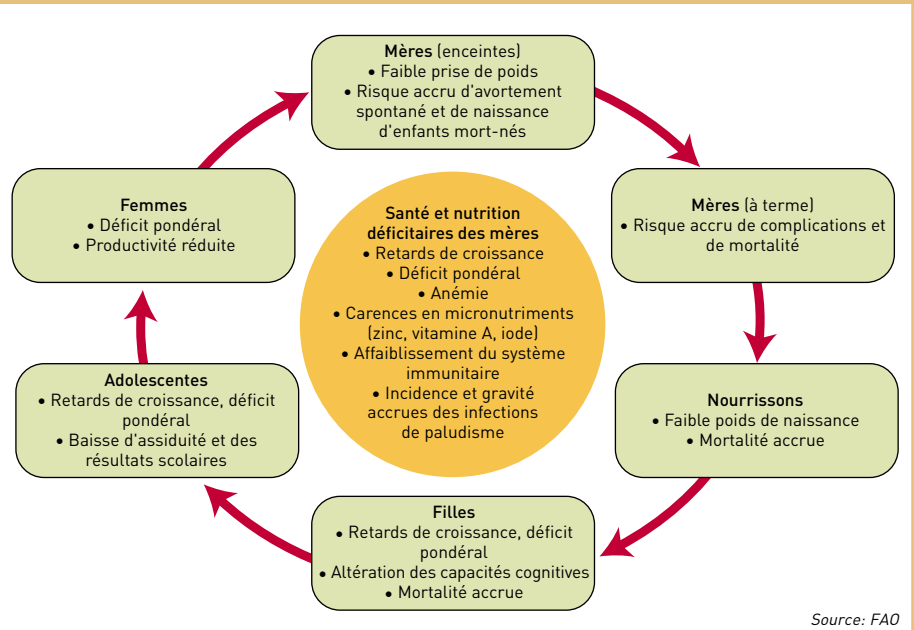
Source: FAO, OMS

L'anémie est l'une des principales causes indirectes à l'origine de 20 pour cent des décès maternels, et il a été prouvé qu'elle augmente le risque d'hémorragies et d'infections après l'accouchement (septicémies), qui sont responsables d'environ 40 pour cent des décès. Plus de la moitié des femmes enceintes dans les pays en développement souffrent d'anémie, cette proportion atteignant plus de 80 pour cent dans certaines régions d'Asie du Sud. Les carences ferriques sont considérées comme la principale cause d'anémie chez les femmes enceintes.

D'autres carences en micronutriments sont préjudiciables à la santé et à la survie des mères et des nouveau-nés. On a montré qu'une carence importante en vitamine A augmente les risques de septicémie. Les carences en iode peuvent déterminer des fausses couches et la mise au monde d'enfants mort-nés. Le manque de calcium alimentaire quant à lui semble accroître les risques d'hypertension et les autres symptômes d'éclampsie.

Comme il se doit, les pays où la faim est prévalente sont aussi ceux qui affichent des taux élevés de mortalité maternelle (voir le graphique). Certains pays au moins ont réussi à diminuer la mor-

Santé maternelle et cycle de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition



Source: FAO

talité maternelle après être parvenus à réduire la malnutrition.

La Thaïlande est un exemple frappant témoignant de ce que l'amélioration de la nutrition des ménages permet de faire chuter la mortalité maternelle. Dans le cadre du pacte national pour la sécurité nutritionnelle, des bénévoles s'emploient à identifier les femmes enceintes en milieu villageois, et veillent à ce qu'elles reçoivent des compléments alimentaires pour améliorer leur nutrition ainsi qu'un apport de fer et d'acide folique destiné à lutter contre l'anémie. Le programme vise également à promouvoir la création de jardins potagers et la consommation des fruits et légumes pour améliorer l'apport en micronutriments. La mortalité maternelle en Thaïlande a chuté de 230 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1992, à 17 en 1996.

Malnutrition maternelle et cycle de la faim et de la pauvreté

Les conséquences néfastes de la mauvaise nutrition et de la piètre santé des mères sont loin de se limiter au demi-million de décès enregistrés chaque

année. Les mères qui souffrent de malnutrition risquent bien plus de donner naissance à des bébés de poids insuffisant. Il en va de même des femmes dont la croissance a été retardée par la malnutrition durant l'enfance. Dans certains pays en développement, plus de 30 pour cent des enfants présentent un poids insuffisant à la naissance.

Ces nouveau-nés présentent un risque très élevé de mourir en bas âge. Ils sont en outre bien plus sujets aux retards de croissance durant l'enfance, ce qui augmentera considérablement leurs risques de mourir en couches ou de mettre au monde une nouvelle génération d'enfants de poids insuffisant.

C'est ainsi que le cycle de la souffrance se perpétue (voir le diagramme). La réalisation de la cible des OMD pour l'amélioration de la santé maternelle permettrait de résoudre le nœud du problème. L'amélioration de la nutrition des femmes et des filles tout au long de leur existence permettrait en outre d'intensifier les progrès et mettrait cet OMD à portée de main.

Sur la voie des engagements du Sommet

Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose: le rôle de la dénutrition en tant que symptôme et cause

Le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose tuent plus de 6 millions de personnes chaque année, dont l'immense majorité vit dans les pays en développement et la plupart en Afrique subsaharienne. Ils sont des dizaines de millions à être infectés ou à tomber malades: 5 millions de nouveaux cas d'infection due au VIH, 8 millions de nouveaux cas de tuberculose évolutive, et plus de 300 millions de crises aiguës de paludisme. Des millions de foyers sombrent ainsi dans la faim et la pauvreté lorsque le soutien de famille tombe malade et meurt, ou en raison du coût des soins de santé apportés aux malades, du coût des obsèques et de la prise en charge des orphelins et des personnes à charge qui survivent.

Les OMD ont défini des cibles visant à enrayer et à inverser la propagation du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose. Leur réalisation permettrait de sauver des millions de vies, d'économiser des dizaines de milliards de dollars, et de ralentir notablement le cycle vicieux de la faim et de la pauvreté qui fait obstacle à la réalisation de nombreux autres OMD. À l'inverse, la réduction de la faim et de la malnutrition permettrait de freiner la propagation de ces maladies et de réduire sensiblement les pertes humaines qui en résultent.

Le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose sont toutes trois des maladies liées à la faim et à la pauvreté. L'immense majorité des cas se déclare dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions caractérisées par les taux les plus élevés de sous-alimentation et d'extrême dénuement (voir la carte et les graphiques). Dans ces pays et régions, les pauvres et les victimes de la faim sont les plus durement touchés.

Environ 40 millions de gens sont aujourd'hui porteurs du VIH, dont plus de 60 pour cent vivent en Afrique subsaharienne. Chaque année, l'infection

due au VIH fait 5 millions de nouvelles victimes et plus de 3 millions de personnes meurent du sida.

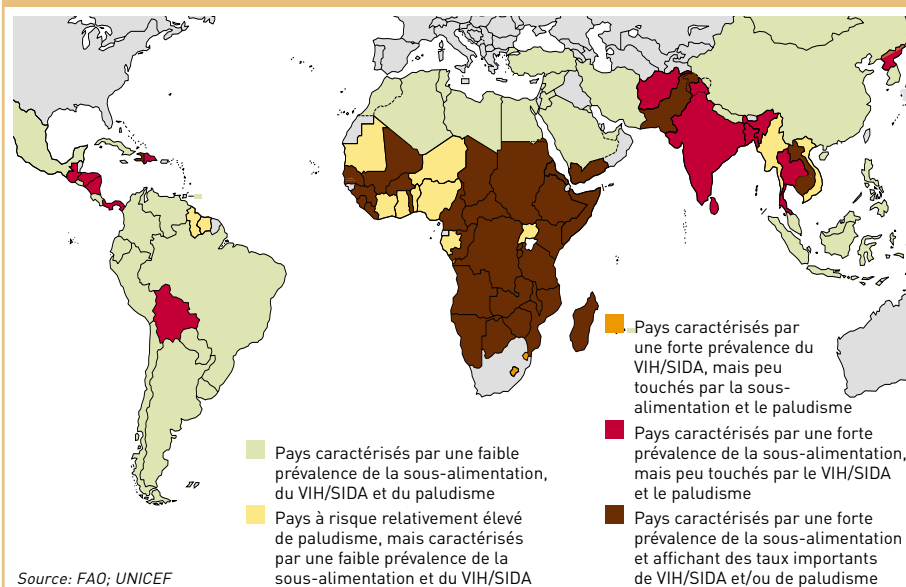
Le paludisme tue plus de 1 million d'individus chaque année. Plus de 90 pour cent de ces décès interviennent en Afrique, essentiellement chez les jeunes enfants. Sur les 8 millions de nouveaux cas de tuberculose évolutive enregistrés chaque année, plus de 5 millions concernent l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

La faim en tant que cause de morbidité

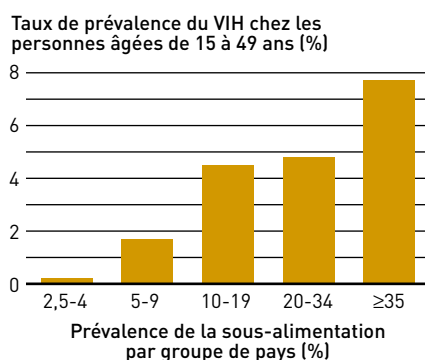
La faim et la malnutrition modifient le comportement des gens et affaiblissent leur corps et leur système immunitaire, ce qui augmente d'autant leur vulnérabilité au VIH/SIDA, au paludisme et la tuberculose.

Pour ce qui est du VIH/SIDA, la faim et la pauvreté poussent les hommes à

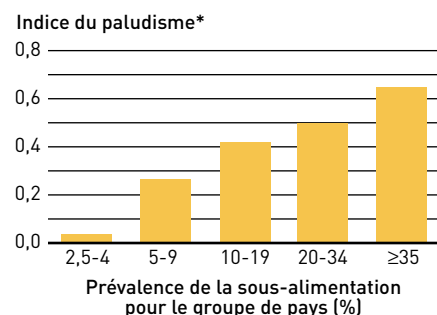
Le VIH/SIDA, le paludisme et la faim dans les pays en développement



Faim et prévalence du VIH par groupe de pays, 2001



Faim et risque de paludisme, 1994



* Fraction de la population à risque de paludisme multipliée par la fraction des cas de paludisme causés par la souche responsable de la plupart des décès et des cas graves

Source: Gallup et Sachs; FAO

devenir des travailleurs itinérants, accablent les femmes à la prostitution ou à des rapports sexuels dangereux et contraignent les enfants à quitter l'école. La population tout entière est confrontée à un risque élevé d'infection. Ainsi, de récentes études ont confirmé que les jeunes qui n'ont pas ou peu d'éducation sont deux fois plus susceptibles d'être infectés par le VIH que ceux qui ont achevé leur scolarité primaire (voir les pages 18 et 19). Chez les personnes déjà infectées, la sous-alimentation accroît la vulnérabilité aux infections opportunistes, accélérant de ce fait la progression de la maladie jusqu'au sida pleinement déclaré et à la mort.

La faim et la malnutrition augmentent également le risque de contracter le paludisme ou la tuberculose et d'en mourir. Les crises graves de paludisme sont plus fréquentes et souvent plus meurtrières chez les enfants et les femmes enceintes déjà anémiés et présentant des carences en micronutriments. On peut par exemple réduire notablement les crises de paludisme en améliorant leur alimentation ou en leur administrant des compléments de vitamine A et de zinc.

La tuberculose se propage rapidement parmi les pauvres qui vivent dans des conditions de forte promiscuité et dont le système immunitaire est déjà affaibli par la malnutrition. En Inde par exemple, des chercheurs ont constaté que les taux de tuberculose sont deux fois plus élevés chez les personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 7 dollars EU que chez celles qui gagnent plus de 20 dollars par mois.

La maladie en tant que cause de la faim

Parce que ces maladies frappent les gens pendant la période la plus productive de leur existence, elles sont à l'origine de la faim et de la pauvreté qui frappent non seulement les personnes infectées, mais aussi leurs familles et leurs communautés. Cumulés à l'échelon national et régional, les coûts sont stupéfiants.

Selon les estimations, la croissance économique par habitant dans la moi-

tié des pays d'Afrique subsaharienne diminue chaque année de 0,5 à 1,2 pour cent à cause du sida. Les pertes économiques dues à la chute de la productivité sont aggravées par l'augmentation vertigineuse du coût des soins médicaux et de l'aide aux orphelins. Dans les pays les plus touchés, les dépenses de santé publique liées au VIH/SIDA sont souvent supérieures à 2 pour cent du PIB. On a estimé que la pandémie coûtait chaque année plus de 25 milliards de dollars EU et que son coût monte en flèche.

Le paludisme et la tuberculose prélèvent également un lourd tribut sur la productivité, la prospérité et la sécurité alimentaire. Selon les estimations, le paludisme coûte chaque année à l'Afrique quelque 12 milliards de dollars EU en perte de PIB, et représente entre 20 et 50 pour cent de l'ensemble des hospitalisations dans les pays où la maladie est endémique. Les tuberculeux qui survivent à leur maladie perdent généralement trois à quatre mois de travail et de 20 à 30 pour cent du revenu annuel du ménage.

Coûts relatifs de l'inertie et de l'intervention

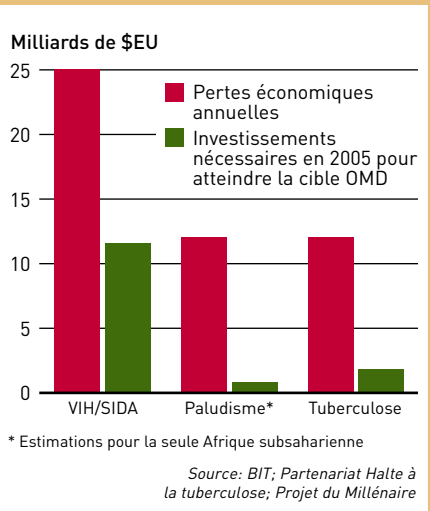
Mesurés à la souffrance humaine et aux pertes économiques imputables à ces maladies, les investissements requis pour renforcer la prévention et les trai-

tements nécessaires pour réaliser la cible des OMD sont modiques (voir le graphique).

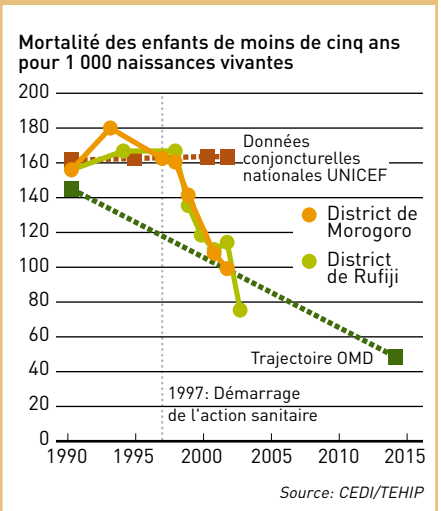
Moins de 1 milliard de dollars EU par an permettrait par exemple de fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide à 70 pour cent des enfants d'Afrique, de traiter préventivement les femmes enceintes et de fournir un traitement amélioré de première intention aux personnes souffrant des crises de paludisme. Les suppléments en vitamine A qui permettent de renforcer la résistance au paludisme et aux autres maladies peuvent être apportés pour seulement 0,10 dollar par enfant.

Étant donné la relation étroite entre la malnutrition et les maladies infectieuses, la mise en œuvre d'actions vigoureuses et coordonnées visant à lutter simultanément contre la faim et la maladie pourrait accélérer les progrès et en réduire les coûts dans les deux domaines. Une action menée dans deux districts de la République-Unie de Tanzanie qui vise à la fois à améliorer l'alimentation des enfants et à distribuer des moustiquaires en constitue un excellent exemple. Cinq ans après le démarrage du programme, la mortalité infantile dans les deux districts a radicalement dévié de la tendance préalable, et laisse envisager une réalisation effective de la cible des OMD (voir le graphique).

Estimations du coût annuel de la morbidité et mesures nécessaires



Mortalité des enfants de moins de cinq ans en République-Unie de Tanzanie



Sur la voie des engagements du Sommet

Améliorer la pérennité de l'environnement et la sécurité alimentaire en donnant les moyens voulus aux ruraux pauvres

Nul ne dépend plus étroitement des services et des ressources environnementales que les pauvres des zones rurales qui représentent, selon les estimations, 80 pour cent des 800 millions de victimes de la faim dans le monde. Ils utilisent quotidiennement la terre et l'eau pour leurs activités agricoles et pour la pêche, les forêts qui leur fournissent de la nourriture, des combustibles et du foin, ainsi qu'une large gamme de plantes et d'animaux sauvages ou domestiques, qui sont une source de diversité biologique. Leur existence est intimement mêlée au milieu ambiant de telle manière qu'ils sont à la fois les gardiens indispensables des ressources environnementales et les premières victimes des dégradations écologiques.

Une vaste proportion des victimes de la faim est concentrée dans des zones particulièrement vulnérables aux dégradations environnementales et aux changements climatiques, en particulier les forêts et les terrains de parcours semi-arides (voir la carte). Lorsque la pression démographique s'accroît et que la nourriture se fait rare, la faim les inci-

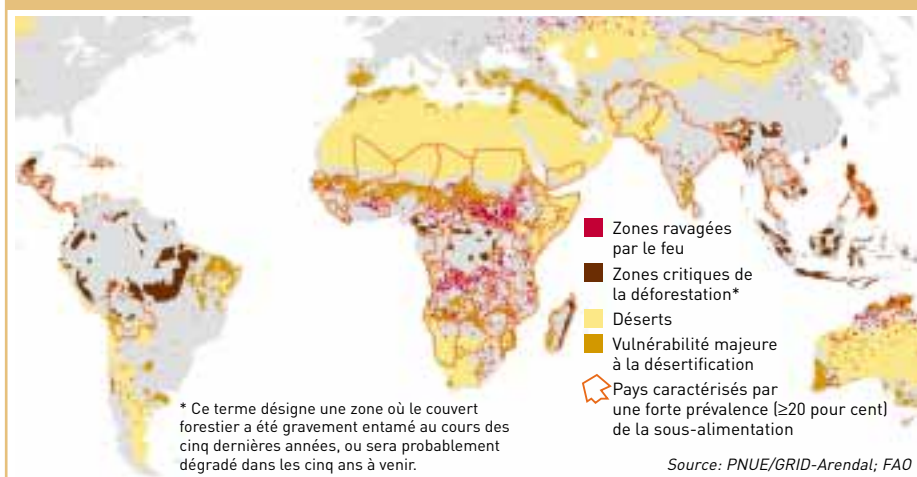
te à pratiquer le surpâturage ou à cultiver des parcours fragiles et des forêts marginales, mettant ainsi en péril les ressources dont dépend leur survie.

Les OMD ont fixé plusieurs cibles visant à garantir la pérennité de l'environnement. Au nombre des principaux indicateurs figurent des mesures du déboisement et de l'utilisation des combustibles solides ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les progrès réalisés à tous ces égards auraient une incidence directe sur la lutte contre

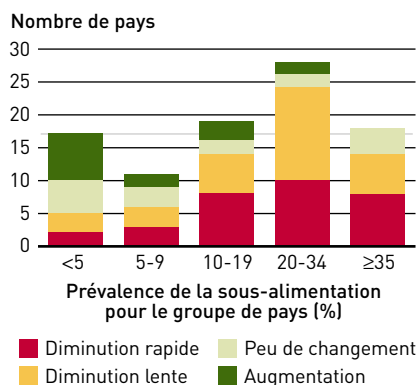
la faim et la malnutrition et protégeraient en outre le milieu naturel. Les avancées ont toutefois été lentes et inégales.

Durant les années 90, les forêts de la planète ont été abattues et brûlées au rythme de 9,4 millions d'hectares par an (une surface globalement égale à celle du Portugal). Proportionnellement, le déboisement a été le plus intense en Afrique et dans les Caraïbes ainsi que dans les pays où la faim est la plus prévalente. C'est également dans ces pays que les gens sont les plus tributaires des combustibles

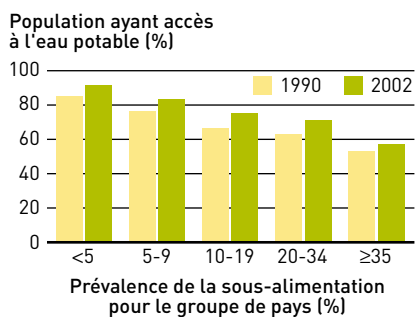
Déforestation, terres stériles et sous-alimentation



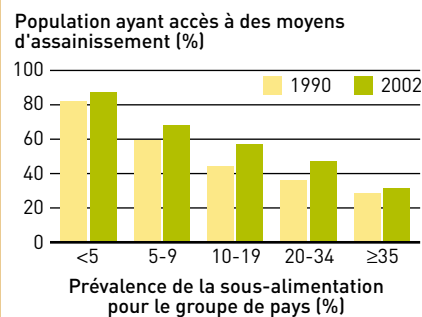
Évolution du couvert forestier, 1990-2000, par pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



Accès à une eau de meilleure qualité et prévalence de la sous-alimentation



Accès à un meilleur assainissement et prévalence de la sous-alimentation



solides, que l'accès à l'eau et à l'assainissement est au plus bas, et que les progrès marqués à l'égard des OMD ont été les plus lents (voir les graphiques).

Dépendance et vulnérabilité

Les activités des petits agriculteurs, des pasteurs, des artisans-pêcheurs et des habitants des forêts ont largement contribué à façonner et à conserver l'environnement rural depuis des milliers d'années. Elles ont aussi joué un rôle dans les dégradations environnementales, notamment lorsque la faim et la pression démographique ont contraint ces populations à agrandir leurs champs et leurs troupeaux au-delà de la capacité de charge des terres. Les forêts illustrent bien la diversité de leurs interventions: utilisateurs respectueux, parfois destructeurs et parfois gardiens des ressources naturelles. On estime que les forêts constituent la principale source de nourriture et de revenus pour 350 millions de gens dans le monde. Selon les estimations, les plantes, les animaux et les aliments sauvages jouent un rôle important dans l'alimentation et la sécurité alimentaire de 1 milliard d'individus. Les forêts sont également source de fourrage et de pâturages pour bon nombre des 500 millions de petits éleveurs dont la subsistance dépend de quelques animaux. Dans les pays où la faim est prévalente en particulier, la plupart des pauvres vivant en zones rurales cuisent leurs aliments sur des feux alimentés par le bois collecté dans les forêts et d'autres combustibles

solides (voir le graphique). Selon une étude portant sur six États indiens, les pauvres tirent des forêts et des autres terres communautaires environ 20 pour cent de leurs revenus, 75 pour cent de leurs combustibles et 80 pour cent des pâturages pour leurs animaux (voir le graphique).

Étant donné leur forte dépendance à l'égard des ressources forestières, les pauvres des zones rurales ont souvent adopté des méthodes contribuant à leur exploitation durable. Ainsi, il est fréquent que les petits agriculteurs vivant dans des régions boisées cultivent la terre et élèvent des animaux entre les arbres qui contribuent à retenir l'eau et à prévenir l'érosion et fournissent du bois de feu, des aliments et du fourrage. Dans les zones rurales de l'Inde où plus de la moitié de l'énergie consommée à des fins ménagères est produite par combustion de bois de feu, une étude a montré que presque 90 pour cent de ce bois était ramassé à terre ou provenait de la coupe de branches plutôt que de l'abattage des arbres.

Du fait de leur dépendance à l'égard des ressources forestières, les pauvres des zones rurales sont particulièrement vulnérables face à la destruction et la dégradation des forêts. Lorsque celles-ci sont défrichées, vouées à la propriété privée et converties à d'autres usages, les pauvres qui y habitent perdent une bonne part de leurs revenus et de leurs possibilités d'alimentation et sont parfois contraints de couvrir des distances encore plus grandes pour trouver de l'eau et du bois, ce qui fragilise d'autant leur sécurité alimentaire.

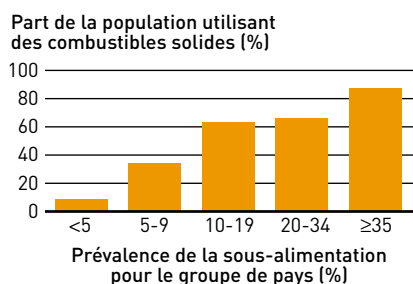
Sécurité alimentaire et pérennité de l'environnement

Les efforts engagés pour promouvoir la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement se renforcent souvent réciproquement. Trop souvent hélas, des politiques mal conçues ont donné la préférence aux cultures et aux élevages industriels à grande échelle au détriment des systèmes d'exploitation mixte privilégiés par les pauvres. En destinant d'importantes superficies à une utilisation unique, la production industrielle contribue souvent au déboisement, à la dégradation des terres, à la contamination des eaux souterraines et des eaux de surface et à la disparition de la diversité biologique. L'adaptation des mesures fiscales et les politiques de subvention qui répercutent les «coûts externes» liés à l'environnement sur les producteurs industriels peuvent améliorer à la fois la viabilité économique et la viabilité environnementale de la petite production des ruraux pauvres.

Une autre formule encourageante consiste à reconnaître et à rétribuer les services environnementaux fournis par les petits agriculteurs et les petits éleveurs. Plusieurs systèmes ont été mis en place pour dédommager les agriculteurs à raison des arbres plantés sur leurs terrains et leurs pâturages ou alentours, afin d'améliorer le piégeage du carbone, la conservation de la biodiversité et la gestion des bassins versants. Dans bien des cas, les méthodes les plus respectueuses du milieu naturel s'avèrent également les plus productives. Les premiers résultats d'un projet mené en Amérique latine montrent que les éleveurs peuvent augmenter le nombre d'animaux à l'hectare, tout en étant rémunérés pour avoir planté des arbres et des plantes qui contribuent à neutraliser l'excès de carbone responsable du réchauffement atmosphérique et à développer la diversité biologique.

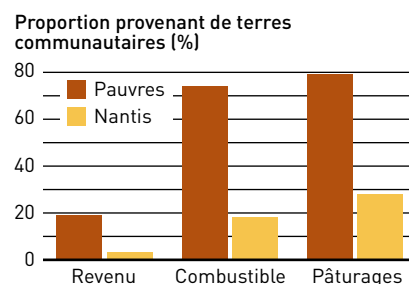
L'application généralisée de telles approches, dont les retombées doivent impérativement servir les pauvres, permettrait d'améliorer simultanément la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement.

Utilisation de combustibles solides dans les pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



Source: OMS; FAO

Dépendance des pauvres et des nantis à l'égard des ressources foncières communautaires en Inde



Source: Jodha, cité dans Parikh

Sur la voie des engagements du Sommet

Augmentation de l'aide et échanges plus équitables: mesures essentielles pour créer un partenariat mondial au service du développement

Les sept premiers OMD énoncent des objectifs qui doivent être atteints principalement grâce aux efforts déployés par les gouvernements et les populations des pays en développement eux-mêmes. Le huitième OMD souligne la responsabilité des pays industrialisés plus riches, qui doivent épauler ces efforts. Il appelle à une augmentation de l'aide, à des échanges plus équitables, à l'atténuation du fardeau écrasant de la dette et à un meilleur accès aux technologies, aux médicaments et aux emplois.

Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) deux ans après le Sommet du Millénaire, les gouvernements s'étaient mis d'accord sur un cadre de partenariat mondial entre pays développés et pays en développement afin de réaliser les OMD. À ce titre, les pays se sont engagés à «appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et assurer la primauté du droit ... [et à] ... mobiliser les ressources nationales, attirer les flux internationaux, promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, le financement viable de la dette et l'allègement de

la dette extérieure, et renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux».

Afin d'accroître le financement du développement, la Conférence a reconnu particulièrement l'importance critique de l'aide extérieure pour nombre des pays les plus pauvres et le rôle des échanges en tant que «source extérieure de financement du développement la plus importante» dans nombre de cas.

Inverser la tendance à la baisse de l'aide

Le Consensus de Monterrey reconnaît que l'aide publique au développement (APD) est «un instrument indispensable pour appuyer l'éducation, la santé, le développement des infrastructures publiques, l'agriculture et le développement rural et pour améliorer la sécurité alimentaire» pour de nombreux pays d'Afrique, les pays les moins avancés (PMA), les petits pays insulaires en développement et les pays en développement sans littoral. Dans le cadre de leur engagement à fournir des ressources complémentaires, les pays donateurs se sont engagés à porter leur APD à 0,7 pour cent de leur revenu national brut, objectif fixé de longue date. Même si cet objec-

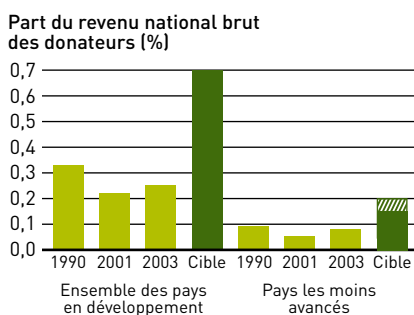
tif avait été proposé par l'Assemblée générale des Nations Unies il y a plus de 30 ans, l'aide des pays industrialisés était tombée à son niveau le plus bas en 2001, soit 0,22 pour cent du revenu national brut (voir le graphique).

Depuis la Conférence, cette tendance à la baisse a été finalement inversée. En juin 2005, les membres du G8 ont accepté, à titre préliminaire, des remises de dette en faveur de 18 pays parmi les plus pauvres du monde, pour un montant de 40 milliards de dollars EU. Plusieurs donateurs se sont engagés spécifiquement à porter leur aide au développement au niveau de 0,7 pour cent du revenu national brut. En mai 2005, l'Union européenne a présenté un plan détaillé en vue de la réalisation de cet objectif, annonçant des cibles spécifiques pour les pays membres. Toutefois, plusieurs pays, parmi les plus riches du monde, n'ont pas encore pris de tels engagements; quant aux engagements déjà pris, ils doivent encore se traduire en action concrète en faveur des pauvres.

Outre l'accroissement du volume de l'aide, il est également essentiel de veiller à ce que l'aide arrive aux pays qui en ont le plus besoin et dans les secteurs où elle aura le plus d'impact. Ce n'est certainement pas le cas aujourd'hui.

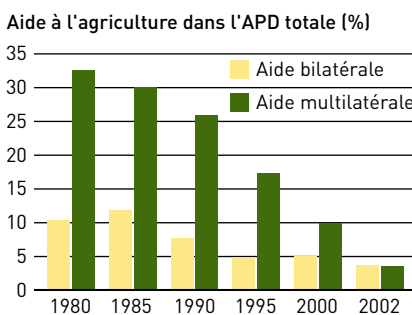
L'aide extérieure a un rôle critique à jouer pour les pays très pauvres n'ayant qu'une capacité limitée à mobiliser l'épargne intérieure, d'origine privée ou publique, à des fins d'investissement. Elle joue un rôle particulièrement critique pour l'agriculture, qui est en grande partie ignorée par les investisseurs étrangers du secteur privé. À l'époque de la Conférence de Monterrey, moins d'un quart de l'APD était destiné aux 49 PMA où vit plus d'un tiers des populations souffrant de la faim dans le monde. En outre, le volume et la part relative de l'aide allouée à l'agriculture avaient baissé de plus de la moitié par rapport aux niveaux des années 80 (voir le graphique).

Aide aux pays en développement et aux pays les moins avancés, 1990-2003 et cibles



Source: Division de la statistique de l'ONU

Part de l'aide allouée à l'agriculture dans l'aide publique au développement totale



Source: OCDE

Il apparaît également que l'aide extérieure à l'agriculture n'est pas allouée en fonction des besoins. Les données concernant l'aide extérieure à l'agriculture pour 1998-2000 indiquent que des pays où moins de 5 pour cent de la population souffraient de sous-alimentation recevaient trois fois plus d'aide par travailleur agricole que des pays où plus de 35 pour cent de la population souffrait de la faim. En Afrique subsaharienne, où les deux tiers de la population dépendent de l'agriculture, l'aide bilatérale à l'agriculture a chuté de 60 pour cent en 10 ans, passant de 1,3 milliard de dollars EU en 1990 à 524 millions de dollars EU en 2001.

La baisse des investissements intérieurs et de l'aide extérieure à l'agriculture a creusé le fossé existant entre les pays où la prévalence de la sous-alimentation est élevée et ceux qui ont réussi à réduire la faim. Dans le groupe des pays où plus d'un tiers de la population est sous-alimentée, la valeur des biens de production par travailleur agricole employé dans l'agriculture primaire a baissé de près d'un quart au cours des 25 dernières années (voir le graphique).

Depuis la Conférence de Monterrey, la part de l'aide aux pays les moins avancés, exprimée en termes de pourcentage du revenu national brut des donateurs a augmenté de 0,08 pour cent, ce qui représente certes une amélioration, mais reste bien en deçà de l'objectif fixé, de 0,15 à 0,20 pour cent. Le niveau de l'aide extérieure à l'agriculture est resté en grande partie inchangé.

Échanges plus équitables

L'accroissement de l'aide aux pays en développement contribuerait certainement à stimuler les progrès en vue de la réalisation des OMD. La réduction des subventions agricoles et des tarifs douaniers appliquée par les pays développés et l'amélioration de la capacité des PMA à participer aux échanges grâce à des investissements dans la productivité agricole, l'infrastructure commerciale et les secteurs tournés vers l'exportation pourraient aider encore davantage.

Chaque année, les pays plus riches versent aux producteurs agricoles des subventions d'un montant de 250 milliards de dollars EU. La majeure partie de cette aide généreuse est destinée aux grandes exploitations des États-Unis d'Amérique et d'Europe, provoquant de gros excédents qui sont souvent écoulés sur les marchés mondiaux à moins de la moitié des coûts de production. Les pays en développement pauvres et leurs consommateurs tirent avantage des bas prix, mais leurs agriculteurs n'arrivent pas à soutenir la concurrence. Les pays exportateurs sont également pénalisés par les tarifs douaniers appliqués aux produits agricoles par les pays riches qui sont souvent de quatre à cinq fois supérieurs aux tarifs frappant les biens manufacturés.

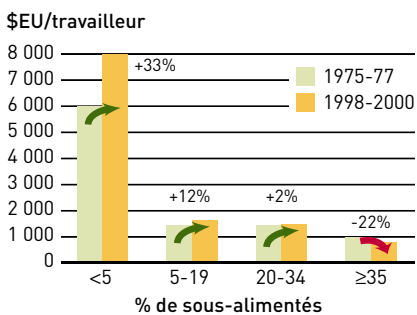
L'élimination des barrières douanières et l'amélioration des infrastructures afin d'accroître les échanges entre pays en développement pourraient également avoir une incidence importante sur l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire.

Par exemple, en Afrique, la demande locale d'aliments devrait augmenter à un taux supérieur à celui des marchés d'exportation au cours des 20 prochaines années. Comme le signale la Commission pour l'Afrique, la production de denrées agricoles de base destinées aux zones d'Afrique qui souffrent régulièrement de pénuries alimentaires pourrait apporter la croissance dans les greniers potentiels du continent, tout en réduisant la nécessité d'importer des aliments pour plus de 20 milliards de dollars EU par an.

Jusqu'à présent, l'OMD 8, qui appelait à mettre en place un système commercial et financier ouvert et non discriminatoire n'a pas abouti à une réduction significative des subventions agricoles ou des tarifs douaniers. En fait, l'appui des pays industrialisés aux agriculteurs est passé de 226 milliards de dollars EU en 2002 à 280 milliards en 2004 (voir le graphique). Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour renforcer la capacité commerciale des pays les plus pauvres, mais l'appui provenant des institutions financières internationales et des institutions de développement est resté nettement en deçà du niveau nécessaire. Il est essentiel d'inverser ces tendances et d'intensifier l'aide afin d'honorer les engagements de Monterrey et de créer un partenariat efficace pour le développement.

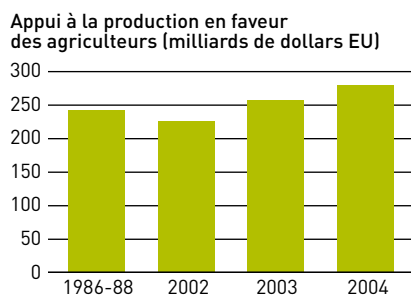
La fourniture d'une aide à hauteur du niveau prévu dans l'OMD 8 viendrait fortement épauler les efforts nationaux déployés afin de réaliser le reste des OMD. Grâce à la suppression de la dette des pays pauvres, ceux-ci ne seraient plus obligés de dépenser, pour le service de la dette, un montant supérieur à l'aide totale qu'ils reçoivent, comme c'était le cas en 2003. Il faut toutefois tenir compte de la capacité des pays à absorber un grand volume supplémentaire d'aide. Le cas échéant, il conviendra de renforcer cette capacité. Tous les flux de ressources complémentaires pourraient alors être utilisés pour intensifier les investissements dans le développement rural, l'éducation et les services sanitaires afin d'atteindre les OMD.

Biens d'équipement dans l'agriculture, selon la prévalence de la sous-alimentation



Source: FAO

Subventions agricoles dans les pays de l'OCDE*, 1986-2004



* Organisation de coopération et de développement économiques

Source: OCDE

Sur la voie des engagements du Sommet

La voie à suivre: intensifier l'approche sur deux fronts pour la réalisation des objectifs du SMA et des OMD

Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) en 2002, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont présenté une «approche sur deux fronts» pratique et à un coût modique pour combattre la faim. Premier front: renforcer la productivité et les revenus des affamés et des pauvres, en ciblant particulièrement les zones rurales où vivent la plupart d'entre eux, ainsi que le secteur agricole, dont dépendent leurs moyens d'existence. Deuxième front: assurer un accès direct aux aliments et créer des dispositifs de protection sociale pour les personnes souffrant de la faim.

Depuis, nous avons perçu des signes encourageants: engagement renouvelé pour la lutte contre la faim et consensus émergent, reconnaissant que l'approche sur deux fronts constitue l'élément central d'une stratégie efficace de lutte contre la faim. Les principaux éléments de cette approche ont, par exemple, été incorporés dans les recommandations de l'Équipe spéciale sur la faim du Projet du Millénaire de l'ONU.

Lors de la réunion du Conseil économique et social des Nations Unies convoquée pour préparer le Sommet mondial de septembre 2005, la FAO, le FIDA et le PAM, s'appuyant sur l'approche sur deux fronts, ont donné un aperçu d'une stratégie plus vaste destinée à réaliser les objectifs de réduction de la faim et de la pauvreté mentionnés dans le premier objectif du Millénaire. Si cette stratégie arrive à intensifier la lutte contre la faim, elle permettra des progrès plus rapides en vue de la réalisation des autres OMD.

Approche sur deux fronts pour les OMD

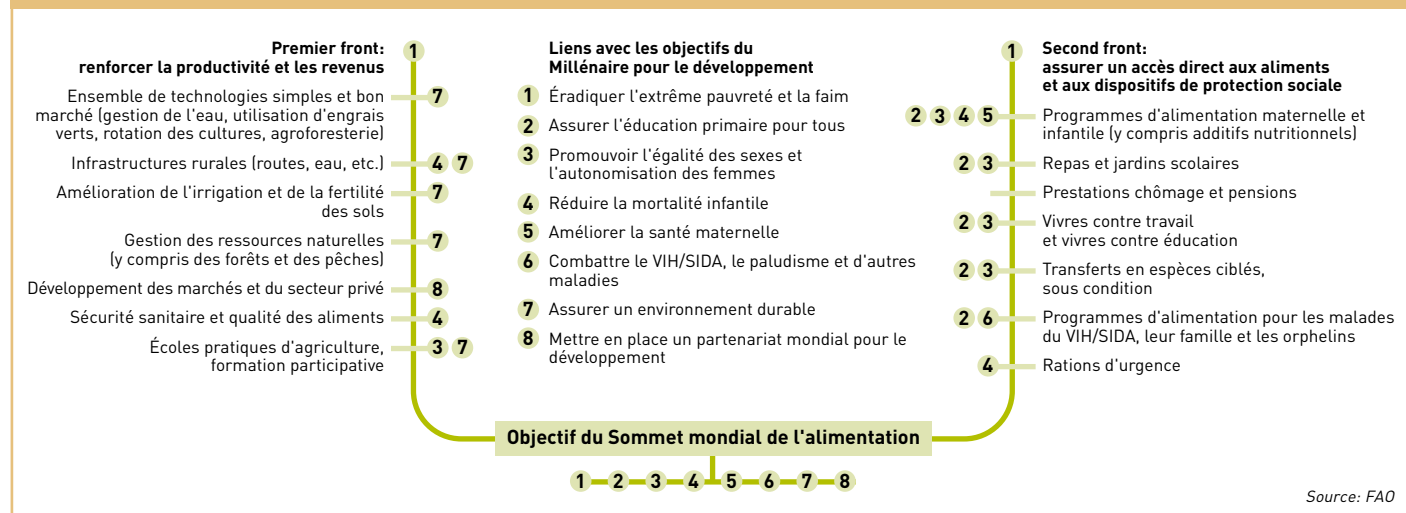
Bien que l'approche sur deux fronts ait été initialement proposée pour lutter contre la faim, nombre de ses composantes visent explicitement des domaines où les efforts en vue de réduire la faim rencontrent les efforts destinés à réaliser les autres OMD (voir le diagramme).

Une meilleure gestion de l'eau, l'utilisation d'engrais verts, la promotion de l'agroforesterie et l'emploi d'autres technologies simples et bon marché amélioreront la productivité et les revenus

des petits agriculteurs mais renforceront également leur rôle de protection des terres, des eaux, des forêts et de la biodiversité. De même, les investissements dans les routes, de meilleurs systèmes d'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures rurales peuvent réduire les effets mortels de maladies d'origine hydrique, améliorer l'accès aux soins de santé et prévenir des milliers de décès inutiles d'enfants et de mères; ces investissements font reculer la faim en ouvrant des voies vers les marchés où les agriculteurs peuvent écouler leurs excédents et acheter à des prix raisonnables des engrais et d'autres intrants.

Les mesures destinées à fournir aux familles les plus déshéritées un accès direct aux aliments peuvent également contribuer simultanément à la réalisation d'autres OMD. Ainsi, les programmes d'alimentation destinés aux mères et aux nourrissons s'attaquent au cercle vicieux qui perpétue la faim et la malnutrition d'une génération à l'autre, sapant la santé maternelle, freinant la croissance physique et cognitive des enfants, limitant la fréquentation et les résultats scolaires et empêchant les progrès sur la voie de

Approche sur deux fronts pour atteindre l'objectif du SMA et accélérer les progrès dans la réalisation des cibles des OMD



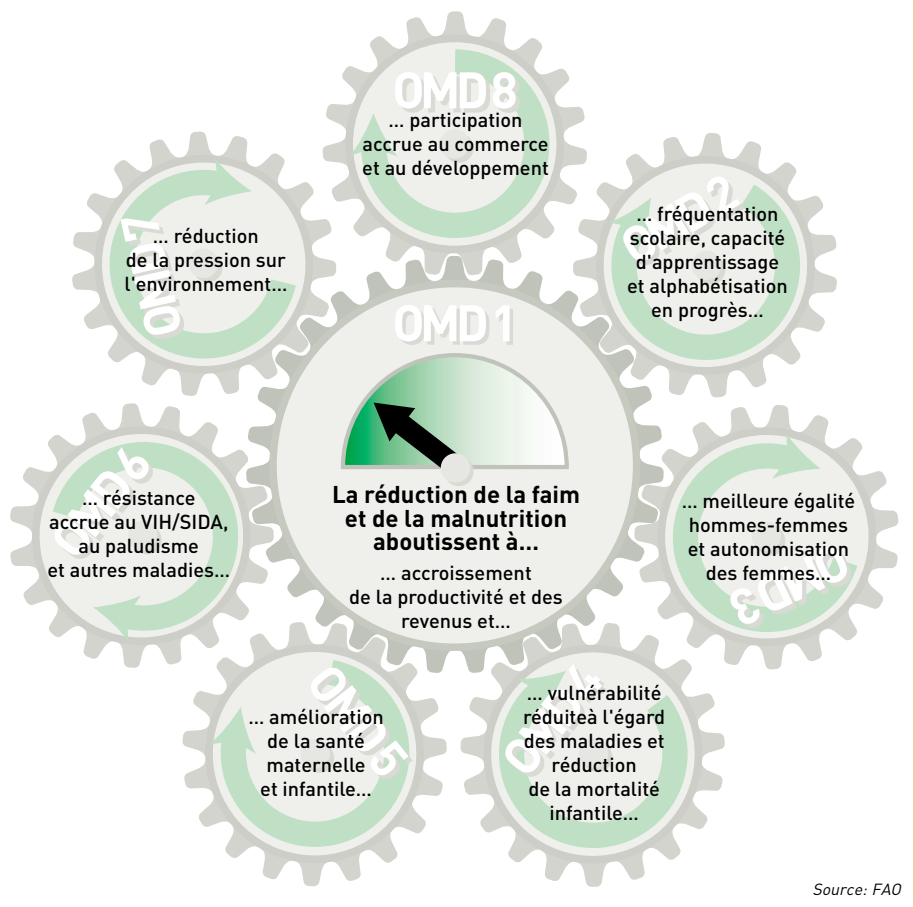
L'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes.

Étendre la synergie de l'approche sur deux fronts

La stratégie plus vaste destinée à réaliser l'OMD 1, présentée lors de l'ECO-SOC, contribuera, comme l'approche sur deux fronts, à accélérer les progrès accomplis en vue de la réalisation d'autres OMD. Les principaux éléments de cette stratégie sont les suivants:

- fixer des objectifs concrets et définir d'un commun accord, dans chaque pays, des mesures coordonnées qui exploitent les synergies entre les différents objectifs afin de mobiliser des ressources et de les allouer de manière stratégique;
- recourir à des approches participatives, du bas vers le haut, qui renforcent les institutions et les compétences locales, consolident les droits juridiques et l'accès aux ressources et donnent les moyens voulus aux femmes, aux populations autochtones et à d'autres groupes vulnérables;
- accorder la priorité aux «zones critiques» où une proportion élevée de la population souffre de la faim et de la misère, qui souvent sont aussi des zones critiques pour l'analphabétisme, les maladies, la marginalisation sociale et la mortalité infantile et maternelle;
- utiliser l'aide alimentaire pour développer ou renforcer les connaissances ou créer des avoirs matériels comme des installations de stockage d'aliments, des systèmes d'adduction d'eau ou des structures de contrôle de l'érosion, pour aider les communautés à atténuer les crises et à jeter les bases d'un développement à plus long terme;
- concentrer les politiques et les investissements sur les zones rurales et l'agriculture de manière à encourager une utilisation durable des ressources naturelles, à améliorer les infrastructures rurales, à faciliter les fonctions du marché et à renforcer les institutions rurales;
- soutenir une croissance rurale dynamique en améliorant la productivité des petits exploitants agricoles, en soulignant les possibilités de diver-

Passer à la vitesse supérieure: l'élimination de la faim est déterminante pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement



sification vers des activités rurales non agricoles et en renforçant les entreprises petites et moyennes dans lesquelles les femmes rurales peuvent jouer un rôle déterminant;

- renforcer les moyens d'existence des pauvres en milieu urbain par une approche sur deux fronts combinant des programmes de création d'emploi et d'actifs en faveur des pauvres avec des mesures destinées à aider les pauvres à satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière d'alimentation, de logement, d'approvisionnement en eau salubre, de santé et d'éducation;
- accélérer les progrès accomplis en vue d'instaurer un système commercial international ouvert et juste, en s'attachant tout particulièrement à améliorer l'accès au marché et à réduire les subventions à l'exportation, ainsi que le soutien intérieur à l'agriculture, qui a des effets de distorsion.

Il s'agit, dans tous les cas, d'approches pratiques et d'un coût abordable, ayant fait leurs preuves. Elles peuvent toutes être adaptées et appliquées afin de répondre aux besoins locaux, contrôlées pour en garantir l'efficacité et intensifiées si les résultats obtenus sont probants et si des ressources suffisantes sont mobilisées.

Nous pouvons encore atteindre les objectifs de réduction de la faim du SMA et les OMD, à condition que les pays en développement intensifient leurs efforts afin de redynamiser le développement agricole et rural et faire en sorte que les personnes qui ont faim aient accès à la nourriture et que les pays donateurs augmentent fortement, comme ils l'ont annoncé, leur aide au développement. Ce faisant, nous donnerons également une impulsion positive en vue de la réalisation de tous les autres OMD (voir le diagramme).